

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

OBJET : Prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit d'organismes soutenus par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Marseille : 1er REC de Carpiagne, 1er RE d'Aubagne, CHALE (Centre d'Hébergement et d'Accueil de la Légion Etrangère) de La Ciotat et sémaphore de La Ciotat.

Numéro de consultation : DAF_2025_001273

SOMMAIRE

PREAMBULE :	4
Article 1 - OBJET	4
Article 2 – LIEUX D’EXECUTION	4
Article 3 - DOCUMENTS DE REFERENCE	5
Article 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
4.1 Généralités	6
4.2 Obligation de résultat	6
4.3 Performance environnementale	6
4.4 Produits phytosanitaires	7
4.5 Traitement des déchets	8
Article 5 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1 Prestations continues exécutées au forfait annuel	8
5.2 Prestations ponctuelles effectuées à la demande	8
Article 6 - DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	8
6.1 Débroussaillage	8
6.1.1 Généralités	8
6.1.2 Particularités	9
6.2 Débroussaillage en falaise	9
6.3. Entretien des zones engazonnées	9
6.4 Tonte des zones engazonnées	9
6.5 Fertilisation	10
6.6 Scarification de la pelouse	10
6.7. Fauchage	10
6.8 Désherbage	10
6.9 Nettoyage de clôture	10
6.10 Ramassage des feuilles et aiguilles de pin et cyprès	10
6.11 Evacuation des eaux pluviales	11
6.12 Evacuation des déchets d’un bruloir	11
6.13 Nettoyage d’un bassin de décoration	11
6.14 Nettoyage suite à coulées de boue	11
6.15 Taille et entretien de haies	11
6.16 Arrachage de haie	11
6.17 Arrachage d’arbustes	11
6.18 Taille des massifs, arbustes et végétaux en isolés	11
6.19 Taille d’entretien des platanes	11
6.20 Enlèvement des plantes mortes	11
6.21 Entretien, taille des massifs, arbustes et végétaux en isolé sur tout le site	11
6.21.1 Particularités	11
6.22 Tailles des arbustes en falaise	12

6.23 Traitement des arbustes et des haies.....	12
6.24 Nettoyage des agaves.....	12
6.25 Traitement des rosiers.....	12
6.26 Taille des arbres.....	12
6.27 Elagage des arbres.....	12
6.28 Abattage avec ou sans dessouchage, évacuation d'arbres, évacuation et suppression de branches d'arbres	12
6.29 Traitement des arbres	13
6.30 Traitement contre les chenilles processionnaires du pin	13
6.30.1 Particularités.....	13
6.31 Traitement spécifique du palmier	14
6.32 Traitement des platanes	14
6.33 Nettoyage d'un réseau de barbelés	14
6.34 Taille des oliviers.....	14
6.34.1 Particularités.....	14
6.35 Nettoyage de site	14
Article 7 - EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES	14
7.1 Connaissance des sites et des mesures de sécurité	14
7.2 Horaires de travail	14
7.3 Contraintes	15
7.4 Hygiène-sécurité et conditions de travail.....	15
7.5 Matériel	15
7.6 Produits et matériaux.....	15
7.7 Modalités spécifiques d'exécution des prestations	16
7.8 Clause d'urgence	17
7.9 Lieu de stockage	17
7.10 Signalisation.....	17
7.11 Vêtements de travail – Port du badge – Comportement du personnel	17
7.12 Plan de prévention.....	18
7.13 Sécurité et incendie	18
7.14 Calendrier prévisionnel des prestations continues	18
Article 8 - REUNIONS ET SUIVI DU MARCHE	18
8.1 Réunion de lancement.....	18
8.2 Réunions programmées.....	18
Article 9 - DOCUMENTS A FOURNIR	18
9.1 Dès la notification	18
9.2 Après chaque intervention ponctuelle.....	19
9.3 Annuellement.....	19

PREAMBULE :

L'entretien des espaces extérieurs tel que spécifié au sein de ce cahier est qualifié d'écologique et différencié.

En effet, afin de contribuer à l'amélioration paysagère et de limiter les nuisances environnementales apportées par la gestion des espaces extérieurs, les opérations à mener au sein de ce marché relèvent de ces deux principes :

- Différenciation de l'entretien des espaces en fonction de leur vocation (plusieurs niveaux d'entretien plus ou moins interventionnistes) ;
- Entretien selon les principes de bio-contrôle : il s'agit de mener un entretien qui permette de supprimer les interventions et le recours à des intrants phytosanitaires et de favoriser l'expression de la biodiversité tout en maîtrisant l'aspect visuel.

Pour résumer, les objectifs de la gestion écologique et différenciée sont les suivants :

- La qualité paysagère de l'ensemble du (des) site(s) ;
- La préservation de l'environnement et la restauration de la biodiversité ;
- La préservation des eaux souterraines ;
- La stabilisation voire la diminution des coûts de gestion des espaces extérieurs.

Article 1 - OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les conditions et les modalités d'exécution des prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit des organismes soutenus par le Groupement de Soutien de la Base de Défense de Marseille.

Code CPV : 77310000-6 - réalisation et entretien d'espaces verts.

L'accord-cadre n'est pas alloti en vertu des articles L2113-11-2° et R2113-3 du CCP.

Article 2 – LIEUX D'EXECUTION

Prestations d'entretien des espaces extérieurs du 1^{er} REC de Carpiagne, du 1^{er} RE d'Aubagne et du Châte et du sémaphore de La Ciotat.

> **Poste 1** : 1^{er} REC de Carpiagne :
Quartier MDL Keck
13470 Carnoux en Provence

> **Poste 2** : 1^{er} RE d'Aubagne –Quartier Viennot :
Route départementale 2
13400 Aubagne

> **Poste 3** : Châte de la Ciotat :
867 Avenue de la gare
13600 La Ciotat

> **Poste 4** : Sémaphore de la Ciotat :
Bec de l'aigle
Route des crêtes
13600 la Ciotat

Point particulier : Prestations à la demande uniquement

Article 3 - DOCUMENTS DE REFERENCE

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire doit appliquer intégralement les dispositions du code du travail en vigueur au moment de l'exécution des prestations, notamment les dispositions de la partie 4 (Santé et sécurité au travail) dans sa dernière version.

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications du présent CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation et le code de la commande publique.

Le titulaire a obligation de prendre en compte :

- Code du travail.
- Code rural et de la pêche maritime.
- Code forestier.
- Code de l'environnement.
- Référentiel R1-1105 ECOCERT.
- Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.
- Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 (dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national.
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.
- Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime modifié par l'ordonnance n°2019-1110 du 30 octobre 2019.
- Arrêté ministériel du 25 juin 2019 remplaçant l'arrêté du 21 juillet 2010 relatif à la lutte contre le *Rynchophorus ferrugineus* (charançon rouge du palmier).
- Arrêté préfectoral région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 18 novembre 2019 précisant les communes concernées, en tout ou partie, par une zone contaminée vis-à-vis du *Rynchophorus ferrugineus* (charançon rouge du palmier).
- Instruction technique DGAL/SDQSPV/2019-531 du 10 juillet 2019 relative au protocole d'intervention sanitaire sur les palmiers infectés par le charançon rouge du palmier (*Rhynchophorus ferrugineus*).
- Arrêté ministériel du 19 octobre 2020 relatif aux mesures visant à éviter l'introduction et la propagation dans l'UE de *Xylella fastidiosa*.
- Arrêté préfectoral région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 27 février 2018 portant mesures de lutte applicables contre la bactérie *Xylella Fastidiosa*.
- Arrêté ministériel du 22 décembre 2015 relatif à la lutte contre le *Ceratocystis platani*, agent pathogène du chancre coloré du platane.
- Arrêté préfectoral du 12 novembre 2014 relatif au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendies de forêt (Département des Bouches du Rhône).
- Règlement (CE) n° 66/2010 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 établissant le label écologique.
- Règles générales de la marque NF Environnement révision 7 approuvée par l'AFNOR le 23 avril 2012.
- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire du marché au vu des modifications intérieures postérieurement à l'émission du présent document.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées françaises ou européennes. Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur ou à venir pendant la durée du marché.

Le titulaire doit informer, et faire bénéficier l'administration, sur toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux prestations en précisant les références des textes et leur origine dont le titulaire adressera une copie par courrier à l'administration.

Article 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 Généralités

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession.

Le titulaire de l'accord-cadre prend à sa charge les moyens humains, les matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident, notamment ceux liés au trafic routier (signalisation linéaire des ouvrages, des personnels et des matériels) et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gêne possible aux usagers et riverains.

Le titulaire a un devoir de conseil et ne doit pas hésiter à signaler au(x) bénéficiaire(s), tous végétaux atteints par une maladie et proposer une solution de gestion.

4.2 Obligation de résultat

L'accord-cadre est assorti d'une obligation de résultat au titre de laquelle le titulaire s'engage à effectuer les prestations aux prix fixés dans les bordereaux de prix forfaitaires et unitaires (BPF et BPU).

Il s'agit de mobiliser, pour satisfaire aux missions qui lui sont confiées, tous les procédés et les ressources nécessaires.

A ce titre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession, pour l'obtention du résultat décrit ci-dessous pour chaque opération d'entretien. Les éléments contenus dans le présent document constituent un socle minimal d'obligations auquel le titulaire ne peut pas déroger.

Cependant, si en dépit de l'application de ce socle minimal, le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule preuve que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier, s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'administration.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification du marché. Il ne peut prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

4.3 Performance environnementale

Le titulaire propose, lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de mulching ou équivalentes évitant le ramassage de l'herbe coupée.

Il utilise prioritairement, le désherbage mécanique ou des techniques alternatives.

Pour le traitement des sols, il privilégie des produits végétaux tels que le compost de déchets verts ou équivalent en remplacement des solutions chimiques classiques.

Le titulaire assure l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Les déchets verts sont prioritairement compostés.

Le titulaire propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative.

A noter que les prescriptions détaillées ci-dessus en terme d'environnement ne sont que des minimaux à atteindre. Le titulaire est fortement invité à tendre vers une prestation 100 % écologique.

4.4 Produits phytosanitaires

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte interdit depuis le 1^{er} janvier 2017 l'utilisation des produits phytosanitaires par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics dans les espaces verts. A ce titre, le titulaire doit intégrer les directives du commandement résultant de la sécurité des biens et des personnes ou des missions régaliennes de l'Etat.

Le titulaire doit mettre en œuvre des procédés issus de pratiques durables ou intégrées, c'est-à-dire avec des pratiques d'entretien qui privilégient toutes les autres possibilités avant de se résoudre à employer des produits phytosanitaires.

Néanmoins, certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservee principalement à des cas exceptionnels (espèces invasives...maladies...) ou zones difficilement accessibles aux engins mécaniques de par leur nature (abords des clôtures) peuvent être effectués sous réserve de l'accord du chargé de prévention.

Les caractéristiques des produits utilisés ainsi que leurs fiches de données sécurité doivent lui être fournies.

Le prestataire conserve l'entière responsabilité de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

Seuls les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché peuvent être utilisés.

Il est précisé par ailleurs que certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectées d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement, au sens large du terme.

Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bio-accumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrices du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs **est strictement interdite**.

Aussi le titulaire doit privilégier le plus possible des méthodes de bio-contrôle. A savoir, la mise en place d'un ensemble de méthodes de protection des végétaux basé sur l'utilisation de mécanismes naturels. Seules ou associées à d'autres moyens de protection des plantes, ces techniques sont fondées sur les mécanismes et interactions qui régissent les relations entre espèces dans le milieu naturel. Ainsi, le principe du bio-contrôle repose sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication. Les produits de bio-contrôle sont définis à l'article L. 253-6 du code rural et de la pêche maritime comme des agents et des produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

Ils comprennent en particulier :

- les macro-organismes ;
- les produits phytopharmaceutiques qui sont composés de micro-organismes, de médiateurs chimiques tels que les phéromones et les kairomones, ou de substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale.

Par ailleurs, les produits dont les étiquettes présentent une phrase de risques de R39 à R40-R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64 ne doivent pas être utilisés (Annexe III de la directive européenne 67/548/CEE du Conseil, du 27 juin 1967, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses).

Associées à ces produits, des pratiques d'entretien des espaces verts peuvent être mises en place telles que :

- la réalisation d'un plan de désherbage (document cartographique qui permet d'identifier au sein des sites l'ensemble des zones à désherber et des méthodes de désherbage à utiliser),
- la méthode de désherbage : techniques mécaniques, thermiques ou manuelles,
- la mise en œuvre d'une gestion différenciée (selon le plan de désherbage),
- le frein à la pousse des herbes (utilisation de géotextile, paillage biodégradable ou minéral),
- l'utilisation de débroussailluses, rotofiles, réciprocatours.

L'utilisation de produits nocifs pour les abeilles est strictement interdite.

4.5 Traitement des déchets

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire et doit être effectué à l'issue de chaque prestation.

Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux, déposés au sol et ne pouvant être broyés ou traités selon la technique du mulching, de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé.

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans les prix de l'accord-cadre.

Il est strictement interdit de brûler les déchets sur site.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestations dites « continues » s'exécutant tout au long de l'année et des prestations dites « à la demande » exécutées ponctuellement à la demande de l'administration.

5.1 Prestations continues exécutées au forfait annuel

Les prestations continues s'exécutent tout au long de l'année en fonction des sites, des superficies à traiter et du nombre d'interventions indiqué en regard de chaque prestation listée au Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) figurant à l'annexe 1 l'acte d'engagement et selon les périodes d'intervention fixées dans le calendrier prévisionnel.

Dans le cas de conditions climatiques favorables à une pousse excessive de la végétation, ou dans le cas contraire, d'un ralentissement de cette dernière, les dates prévues des interventions peuvent être modulées en accord avec le responsable technique du site.

Cela ne donnera pas lieu à une modification tarifaire.

5.2 Prestations ponctuelles effectuées à la demande

Les prestations ponctuelles sont exécutées exclusivement par bon de commande à la survenance des besoins (cf. article 11.2.2 du CCAP) et aux prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Article 6 - DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

6.1 Débroussaillage

6.1.1 Généralités

Pour exécuter cette prestation, le titulaire doit se conformer aux prescriptions des arrêtés préfectoraux indiqués dans les documents de référence du présent document.

Une attention particulière est portée sur la mise en place des mesures de sécurité pour la protection de l'utilisateur ainsi que des biens. Ainsi la veille d'une intervention de débroussaillage, près d'une aire de stationnement, une signalisation mise en place par le titulaire interdit aux véhicules de se garer sur cette zone définie et ceci afin d'éviter tous risques de dégradation suite à d'éventuelles projections lors de la réalisation de la prestation.

Le titulaire doit procéder à la destruction systématique par coupe au ras du sol de toutes végétations, broussailles, petits arbustes (diamètre inférieur à 5 cm) et herbes vertes ou sèches.

Sont inclus dans cette prestation, le traitement soigné des bordures de routes et fossés, et l'entretien des clôtures sur une largeur de 5 m, le retrait de toute végétation poussant sur le grillage, le ramassage et l'évacuation des divers déchets (papiers, bois morts, petites pièces métalliques) et des déchets de coupes sur les surfaces intéressées, ainsi que les herbes projetées sur les aires non engazonnées.

Tous les déchets sont évacués par l'entreprise le jour même.

La hauteur de coupe est comprise entre 7 et 8 cm en ménageant autant que possible la biodiversité. En cas de buttes, ilots ou dénivelés (pentes) sur les zones à traiter, ceux-ci sont obligatoirement inclus dans la prestation. Ils doivent être traités avec du matériel adapté, en même temps et en respectant les mêmes spécificités afin d'obtenir un résultat homogène sur toute la zone traitée. En raison des risques d'incendie à certaines périodes, le titulaire utilise le type de machines appropriées.

6.1.2 Particularités

POSTES 1 - 2 : 1^{er} RE d'Aubagne - 1^{er} REC de Carpiagne

Les prestations comportent aussi le balayage et le nettoyage des abords (caniveaux, trottoirs, avaloirs, etc.) ainsi que la finition des abords à la débroussailleuse.

6.2 Débroussaillage en falaise

Le débroussaillage consiste à éliminer la couverture végétale comportant des ligneux, semi ligneux, ronces, figuiers et genêts sur une portion pentue du site. Sont inclus dans cette prestation, le ramassage des détritux, de tous les déchets de coupe, les finitions des abords à la débroussailleuse ainsi que le balayage et le nettoyage des abords (caniveaux, trottoirs, avaloirs, etc.).

6.3. Entretien des zones engazonnées

Cette prestation consiste à traiter les gazons contre les mousses en zone acide ou ombragée, à aérer le gazon par scarification lorsque le sol est trop tassé, à effectuer un roulage afin de remettre en place la terre soulevée par le gel, à procéder à des semilles de gazon (ressemer des graines après traitement).

Cette prestation est effectuée à la diligence du titulaire après concertation avec le représentant du site ou son représentant conformément au calendrier annuel remis, éventuellement réajusté en raison de l'obligation à laquelle il est assujéti.

Toutes les précautions sont prises, lors des finitions au coupe-bordures et à la débroussailleuse mécanique, pour respecter les écorces ligneuses et les collets d'arbres. A cet effet, il est interdit de passer la débroussailleuse à une distance inférieure à 50 centimètres des troncs d'arbres et d'arbustes. Un constat de blessures entraîne le remplacement du sujet.

Une cuvette est préservée à 50 centimètres autour des pieds d'arbres et son entretien par griffage, est assuré régulièrement de manière à ne jamais présenter de traces de compactage.

Les coupes sont uniformes et franches.

Chaque coupe de gazon est complétée par le fauchage des herbes qui ne seraient pas accessibles aux tondeuses.

L'usage de la débroussailleuse à fléaux est interdit. Le produit de tonte est balayé et évacué à l'avancement du chantier et dans les vingt-quatre (24) heures maximum à titre exceptionnel.

En bordure des allées, massifs, haies, trottoirs, caniveaux, la découpe des gazons est exécutée dès que nécessaire.

La reprise des gazons incombe au titulaire, si les dégradations constatées sont de son fait (mauvaise utilisation des désherbants, stockage de matériaux ou de matériel, passage d'engins ou de personnel, etc.).

6.4 Tonte des zones engazonnées

Les pelouses sont tondues de manière à maintenir **une hauteur uniforme sur toutes les surfaces.**

La prestation de tonte intègre la finition des pourtours, trottoirs adjacents et bordures y compris le long des obstacles, dépressions et autres emplacements difficiles d'accès, ainsi que le nettoyage de la zone (enlèvement des déchets divers, papiers, bois morts, les herbes sont coupées avec le même soin par tous moyens appropriés).

La coupe doit être uniforme, afin de donner un aspect soigné aux espaces. Après chaque passage, la zone ne doit présenter ni trous, ni marques d'ondulation, ni traces de raccord ou de roues.

La hauteur de la pelouse doit être comprise entre 4 et 6 cm après passage du titulaire.

Les pelouses doivent être débarrassées des produits de tonte et des détritiques (papiers, plastiques, bouteilles, ...). Ils sont enlevés dans la journée même et évacués par le titulaire. Aucun dépôt ne doit être fait dans les allées. Les produits de tonte projetés sur les allées de circulation ou les aires non engazonnées doivent être ramassés et évacués.

Les déchets de tonte doivent être évacués immédiatement, en décharge spécialisée.

6.5 Fertilisation

La fertilisation consiste en une gestion des apports d'engrais biologiques et d'amendements. Par définition, la fertilisation s'entend comme l'action de fertiliser le sol, c'est à dire l'exploitation d'un ensemble des techniques de fumure visant à maintenir ou à augmenter la fertilité d'un sol pour placer les plantes cultivées dans les meilleures conditions d'alimentation (engrais biologique de type universel).

Les caractéristiques des fertilisants, leur nature ainsi que les fréquences de fertilisation sont déterminés en début d'exécution de marché entre le titulaire et le responsable technique du site.

6.6 Scarification de la pelouse

La scarification est une méthode qui permet de régénérer un gazon ancien, envahi par les mousses et une légère couche de feutrage bloquant les échanges gazeux et le passage de l'eau. Elle aère le sol et délie les racines enchevêtrées avec efficacité.

6.7. Fauchage

Dans le cadre d'une gestion écologique et différenciée, les surfaces enherbées font l'objet de fauchages permettant de maintenir un aspect entretenu.

Les zones à faucher sont des zones recouvertes de végétation herbacée à couper.

Les surfaces en herbe ou se trouvant en zone de régénération naturelle sont fauchées à l'aide de moyens mécaniques. Le fauchage est manuel partout où les engins ne peuvent avoir accès. Ailleurs, le titulaire peut utiliser tous les moyens adaptés au site avec l'accord du bénéficiaire. L'entreprise doit prendre toutes les précautions pour ne pas blesser les arbres ou détériorer le matériel en place et procède, si nécessaire, aux finitions à la main. L'entreprise veille à l'affûtage des lames afin d'obtenir une coupe franche. Après chaque coupe, les herbes doivent avoir toute la même hauteur, c'est-à-dire présenter un tapis uniforme et ne doit pas excéder 6 cm après coupe.

Le titulaire doit s'assurer qu'aucun déchet n'est projeté sur les aires non engazonnées. Le cas échéant, il doit nettoyer les zones touchées.

L'enlèvement des produits de coupe se fait après chaque passage et au plus tard dans la journée.

6.8 Désherbage

Le traitement des adventices est exécuté sur toutes les zones utiles (plantées, gravillonnées, sols nus) aires et pieds de bâtiments conformément aux prescriptions de l'article 4.4 du présent CCTP.

Pour ce faire, le titulaire adopte un désherbage mécanique ou biologique (y compris anti-germinatif).

6.9 Nettoyage de clôture

Cette prestation consiste à enlever toutes sortes de végétations sauvages, par tonte manuelle, et des déchets sur une largeur donnée.

6.10 Ramassage des feuilles et aiguilles de pin et cyprès

La prestation consiste à balayer et ramasser les détritiques, feuilles et aiguilles de pins/cyprès sur l'ensemble du site.

6.11 Evacuation des eaux pluviales

La prestation consiste à déboucher des grilles d'évacuations et des siphons d'égouts.

6.12 Evacuation des déchets d'un bruloir

La prestation consiste à enlever tous les déchets restant après incinération.

6.13 Nettoyage d'un bassin de décoration

La prestation consiste à vidanger le bassin pour procéder à l'enlèvement des sédiments, à la taille des plantes aquatiques, et éventuellement à la réparation du bassin (fuites de moindre importance).

6.14 Nettoyage suite à coulées de boue

La prestation consiste à nettoyer des coulées de boues survenues après des orages importants de manière à laisser les lieux propres.

6.15 Taille et entretien de haies

La taille des haies, selon l'essence, consiste à une mise en forme, généralement **sur les 5 faces**, afin de garder un aspect entretenu. L'entretien des haies comprend le nettoyage des abords. L'évacuation de tous les déchets végétaux liée à cette prestation doit se faire dans la journée.

6.16 Arrachage de haie

Cette prestation consiste à arracher une haie, l'évacuer et reboucher les trous.

6.17 Arrachage d'arbustes

Cette prestation consiste à arracher des arbustes, les évacuer et reboucher les trous.

6.18 Taille des massifs, arbustes et végétaux en isolés

La taille d'entretien doit être réalisée sur les sujets présentant un développement trop important ou peu esthétique. Elle consiste à éclaircir l'ensemble du sujet de façon à obtenir une forme équilibrée et esthétique.

6.19 Taille d'entretien des platanes

La taille d'entretien doit être réalisée sur les sujets présentant un développement trop important ou peu esthétique. Elle consiste à éclaircir l'ensemble du sujet de façon à obtenir une forme équilibrée et esthétique. L'entretien comprend le nettoyage aux pieds des plantes.

6.20 Enlèvement des plantes mortes

Cette prestation consiste à enlever les plantes mortes (y compris agaves, yucca, ...), les évacuer et reboucher les trous.

6.21 Entretien, taille des massifs, arbustes et végétaux en isolé sur tout le site

La taille d'entretien doit être réalisée sur les sujets présentant un développement trop important ou peu esthétique. Elle consiste à éclaircir l'ensemble du sujet de façon à obtenir une forme équilibrée et esthétique. L'entretien consiste, en plus, à faire de la taille, du nettoyage et du désherbage au pied des végétaux (fusains, lauriers tins, lauriers roses, arbres à perruque, gynérium, lavande, pittosporum ciste, etc.).

6.21.1 Particularités

POSTE 3 : Châte la Ciotat

La prestation comprend également le ramassage des déchets végétaux et autres (bouteilles, papiers volants, etc.) suivi d'un balayage et du nettoyage des abords.

6.22 Tailles des arbustes en falaise

Sans objet.

6.23 Traitement des arbustes et des haies

Le titulaire applique un traitement phytosanitaire biologique curatif composé de fongicide et d'insecticide.

6.24 Nettoyage des agaves

Le nettoyage des agaves consiste à enlever les hampes florales sèches et à arracher les feuilles sèches et les végétaux morts.

6.25 Traitement des rosiers

Le titulaire applique un traitement préventif biologique sur tous les rosiers de manière à éviter toute apparition d'oïdium ou de pucerons.

6.26 Taille des arbres.

La taille est exécutée de façon à obtenir **une forme esthétique et équilibrée**. Les plantes grimpantes sauvages poussant sur les arbres sont systématiquement éliminées. Les arbres sont taillés de manière à ne pas gêner la circulation près des cheminements piétons, et axes de circulation et assurer le maximum de sécurité pour les utilisateurs (passages piétons, arrêts bus, panneaux de signalisation).

6.27 Elagage des arbres

Les élagages des arbres, selon leur hauteur, sont effectués en fonction des espèces selon les règles de l'art de l'arboriculture et par des personnels spécialisés. La prestation comprend le nettoyage des arbres et l'évacuation des déchets.

6.28 Abattage avec ou sans dessouchage, évacuation d'arbres, évacuation et suppression de branches d'arbres

- Abattage et évacuation :

Le titulaire prend toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'abattage des arbres, y compris le palmier. Le titulaire met en œuvre le procédé d'abattage qu'il juge le plus adapté à la prestation demandée. A l'issue, les déchets végétaux doivent être évacués.

En cas d'urgence pour des raisons de sécurité, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans un délai d'urgence pour abattre un arbre ou des arbres dont la hauteur peut être supérieure à 3 m.

- Dessouchage et évacuation de la souche :

L'arbre abattu doit être éventuellement dessouché. Le prestataire met en œuvre les moyens qu'il juge utiles pour effectuer cette opération. L'espace libéré par l'extraction de la souche doit être comblé de terre pour reconstituer le niveau du terrain. L'extirpation de racines principales doit être effectuée **jusqu'à 80 cm de profondeur**.

- Rognage et évacuation de souche :

A la demande, le prestataire est en mesure d'utiliser la méthode du rognage de la souche. La technique consiste à retirer une souche sans laisser de trou dans le sol

- Evacuation de branches d'arbres :

La prestation consiste à enlever des branches d'arbres tombées suite à mauvais temps.

- Suppression d'une branche de fort diamètre, rabattage et coupe :

Cette prestation peut être demandée en cas de risque de danger aux personnes ou aux biens.

6.29 Traitement des arbres

Le titulaire procède à un examen visuel pour déceler d'éventuelles maladies parasitaires lors de la floraison et de la fructification. Le titulaire doit procéder à l'épandage de fertilisants naturels et traiter les arbres en fonction des parasites décelés.

6.30 Traitement contre les chenilles processionnaires du pin

Quel que soit le type de traitement utilisé (cf. modalités décrites dans le BPF et le BPU), les branches contaminées sont obligatoirement enlevées et évacuées.

6.30.1 Particularités

POSTE 1 : 1^{er} REC de Carpiagne

Sur ce site, il est demandé la pose (de préférence au mois de juillet) de 65 pièges à phéromones dont l'enlèvement et la destruction doivent être réalisés de préférence au mois de novembre avec stockage. Il est également demandé le nettoyage annuel de 40 nichoirs à mésanges, de préférence au mois de novembre, de manière à lutter contre divers parasites (guêpes, scolopendres, frelons, ...). Ce nettoyage doit aussi permettre un suivi du taux d'occupation des nichoirs. Ces interventions nécessitent l'intervention de grimpeurs élagueurs titulaires du certificat « taille et soins aux arbres ».

POSTE 3 : Châte de la Ciotat

Le traitement phytosanitaire biologique (type BT kurstaki) est préconisé pour ce site.

- PA 1 (parcelle 1) à droite de l'accueil : 17 pins > 10 m
- PA2 mat des couleurs 18 pins > 10 m
- PA3 cuve gaz 16 pins > 2 m et 5 > 5 m
- PA4 boulodrome derrière bar 5 pins > 10 m
- PA5 à gauche du bar 6 pins > 4 m
- PA6 bassin à poissons 21 pins > 1 m50 et 17 > 10 m
- PA7 devant casernement 12 pins > 4 m et 6 > 6 m
- PA8 bennes 14 pins > 10 m
- PA9 parc de jeux enfants 160 pins > 2 m et 5 > 6 m
- PA10 bouche incendie général 6 pins > 6 m et 19 > 10 m
- PA11 zone bâtiment permanence 17 pins > 6 m
- PA12 koreanic 9 pins > 10 m
- PA13 devant le studio 131 3 pins > 10 m
- PA14 devant le studio 132 7 pins > 10 m

6.31 Traitement spécifique du palmier

Les palmiers atteints par le charançon rouge doivent **obligatoirement** faire l'objet d'un traitement spécifique. Ces traitements, méthodes et techniques de lutte sont décrits et imposés par l'arrêté ministériel du 25 juin 2019 cité dans les documents de référence à l'article 3 du présent CCTP.

6.32 Traitement des platanes

Le titulaire applique un traitement de préférence biologique curatif composé de fongicide et d'insecticide.

6.33 Nettoyage d'un réseau de barbelés

Cette prestation consiste à enlever manuellement toute sorte de végétations sauvages qui auraient poussé dans un réseau de barbelés.

6.34 Taille des oliviers

La taille est exécutée de façon à obtenir une forme esthétique et équilibrée. Les plantes grimpantes sauvages poussant sur les arbres sont systématiquement éliminées.

6.34.1 Particularités

POSTE 3 : Châte de la Ciotat

Il est aussi demandé un traitement à base de produits biologiques sur l'ensemble des oliviers.

6.35 Nettoyage de site

Cette prestation consiste à garantir une propreté constante (dans le cadre d'une prestation continue) sur toutes les zones extérieures sans restriction.

Elle comprend :

- L'arrachage des mauvaises herbes et la coupe des jeunes pousses
- Le ramassage et l'enlèvement des déchets, (papiers bouteilles, canettes, mégots, feuilles mortes, branches, plastiques)
- Le nettoyage des caniveaux et bouches d'égout.

Ces prestations doivent être réalisées sur tout le site (trottoirs, parking, escaliers extérieurs, caniveaux, voirie principale, passages piétons, tous les espaces à proximité des bâtiments y compris la crèche, autour des ronds-points, murs, entrées barrière poste de sécurité, contre les grillages, toutes zones bitumées ou pas, bordures, quai de livraison, coursive extérieure, chaufferie, compacteurs, caniveaux en zones pentues, surfaces gravillonnées, sous les quais de livraison, etc.).

Article 7 - EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES

7.1 Connaissance des sites et des mesures de sécurité

En ayant effectué la visite obligatoire, le titulaire a pris connaissance des sites, des possibilités d'accès, des règlements de l'administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations.

Il est informé que tous les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité et aux activités opérationnelles (délais pouvant aller de 48 à 96 heures pour les autorisations d'accès).

7.2 Horaires de travail

Les prestations sont effectuées dans les plages horaires suivantes :

- du lundi au jeudi : de 7h30 à 16h30.
- le vendredi : de 7h30 à 12h30.

A la demande de l'entreprise titulaire du marché, une autre plage horaire peut être étudiée.
Dans ce cas, une demande écrite est effectuée auprès du bénéficiaire.
Avant la sortie de l'établissement, les badges doivent être rendus et les pièces d'identité récupérées.

7.3 Contraintes

Les personnels du titulaire doivent faire preuve de la plus grande correction et discrétion et quitter le site dès la fin d'exécution des prestations. Ils doivent porter une tenue de travail faisant apparaître le nom ou le sigle de la société prestataire afin de permettre au plus vite et si nécessaire l'identification des agents opérant sur le site.

7.4 Hygiène-sécurité et conditions de travail

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel les équipements de protection individuelle adaptés à la nature des travaux et nécessaires à l'exécution des prestations en toute sécurité.

La totalité des moyens utilisés doit présenter toutes les garanties d'efficacité, de propreté et de limitation des nuisances sonores.

Toute dégradation causée au cours de l'exécution des prestations, par le personnel ou le matériel du titulaire, aux locaux ou équipements, ainsi qu'aux voies de circulation, est à la charge du titulaire.

7.5 Matériel

Les matériels doivent être conformes aux normes européennes et ne doivent pas occasionner de dégradations aux ouvrages existants.

La liste du matériel utilisé doit être soumise au **chargé de prévention** du site.

Les appareils doivent être conformes aux règlements de sécurité et de prévention des accidents du travail, être en parfait état d'utilisation et être adaptés aux différentes tâches à accomplir.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit utiliser des machines générant le moins de nuisances envers son personnel et ceux de la personne publique. **A cet effet, les machines électriques sont utilisées prioritairement à des machines thermiques.**

Les **appareils électriques** doivent être :

- > Conformes aux normes électriques et antiparasites ; leurs cordons d'alimentation et prolongateurs en nombre suffisant et maintenus en parfait état,
- > Adaptés aux caractéristiques de l'alimentation du site.

Tout matériel défectueux est enlevé du site et remplacé par le titulaire à ses frais.

En cas d'utilisation de **matériels spécifiques** (nacelles, harnais, matériels électriques...) :

- > Les certificats de conformité avec les normes et règlements de sécurité pour l'utilisation doivent être fournis au chargé de prévention ou son représentant ;
- > Le **chargé de prévention** du site doit **être averti au moins 48 heures avant le début d'exécution des prestations**, afin de donner ou non son accord ;
- > Les nacelles utilisées sont obligatoirement un **modèle sur accumulateurs** ;
- > Le conducteur d'une nacelle doit posséder le CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite des Engins en Sécurité).

7.6 Produits et matériaux

Le titulaire fournit tous les produits adaptés et nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces produits ne doivent être ni corrosifs, ni émettre de vapeur pouvant provoquer des dommages.

Dans la mesure du possible, ces produits doivent posséder l'écolabel européen ou la marque NF environnement.

Rappel : la liste des produits utilisés est remise au chargé de prévention du site, accompagnée de leurs fiches de données de sécurité (FDS) et fiches toxicologiques.

La nature des produits doit être conforme aux objectifs de protection de l'environnement annoncés notamment aux articles 4.3 et 4.4 du présent CCTP.

Le titulaire prend toutes les dispositions pour ne pas rendre directement ou indirectement responsable la personne publique de pollutions ou de nuisances dues à l'utilisation de ces produits et il est tenu responsable des végétaux qui périraient du fait d'une « mauvaise » utilisation et doit les remplacer à ses frais.

> **Provenance, qualité et préparation des terres et matériaux**

La terre végétale destinée à toute plantation doit être exempte de pierres, de mottes d'argile, racines, herbes, terre de sous-sol ou autre matières indésirables. La terre végétale mise en place est débarrassée des herbes et décompactée si nécessaire.

Le chargé de prévention ou son représentant refuse toute terre végétale ne correspondant pas aux normes de qualité.

> **Fertilisants et désherbants**

D'une manière générale, le titulaire doit privilégier les fertilisants naturels et des techniques alternatives.

7.7 Modalités spécifiques d'exécution des prestations

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par les formations militaires.

Le titulaire s'engage à en faire un usage cohérent en évitant le gaspillage. Les bornes à eau doivent notamment être refermées après usage. Le souci de la préservation de la ressource en eau fait partie des obligations du titulaire, à ce titre, il doit prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Le branchement électrique du matériel doit être effectué selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit éviter toute utilisation superflue des énergies mises à sa disposition. En particulier, il veille à ce que l'utilisation de l'énergie électrique soit strictement limitée au temps nécessaire à l'exécution des prestations.

Les techniques mises en œuvre pour assurer les prestations doivent préserver l'aspect visuel, l'environnement, les équipements associés aux espaces verts (bordures, trottoirs, etc....) et la sécurité des personnes.

En particulier, les techniques utilisées pour l'entretien des espaces verts autorisent la co-activité avec les occupants des zones en traitement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter la **détérioration du terrain**, en particulier lors de la traversée d'engins.

Toute **dégradation** causée au cours de l'exécution des prestations, par les personnels ou matériels du titulaire, aux locaux ou équipements, aux voies de circulation, ainsi que l'obstruction des canalisations d'évacuation d'eau est à la **charge du titulaire**. Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné ou oublié sur le site après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par le responsable technique du site et aux frais du titulaire.

Le titulaire doit avertir son personnel que :

- > L'usage des matériels et équipements des locaux de l'administration (informatique, téléphone, photocopieur, télécopieur, etc....) lui est **interdit**.
- > Tout objet trouvé, toute anomalie constatée ou toute dégradation doit être signalée au chef du service du général ou son représentant.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires **afin d'éviter un départ de feu** et se munit de tous les moyens adaptés à proximité du lieu de travail. Chaque engin est **équipé d'un extincteur**.

Aucune personne autre que le personnel de la société ne doit se trouver dans un rayon de 15 mètres autour d'une machine en marche ou dont le moteur tourne (débroussailleuse, tondeuse à gazon, tondeuse débroussailleuse, tronçonneuse, etc).

Le titulaire ne doit jamais laisser travailler un personnel seul. Les prestations sont effectuées obligatoirement par une équipe **d'au moins deux personnes**.

7.8 Clause d'urgence

En raison de circonstances **imprévues et à titre exceptionnel**, une ou plusieurs prestations peuvent être réalisées dans un court délai. Le titulaire de l'accord-cadre doit sur demande du bénéficiaire être en mesure d'intervenir dans un délai restreint. Pour chaque site d'exécution, le délai d'urgence a été indiqué par le titulaire au BPU (cf. annexe 2 de l'acte d'engagement). Il s'agit d'une prestation à la demande. Le bon de commande mentionne la prestation commandée qui est précédée de la mention « clause d'urgence ».

Ce type de prestations peut être demandé dans le cas d'urgences liées à la sécurité des personnes ou des infrastructures (abattage d'arbre, suppression de branches gros diamètres...), de risques d'incendies en fonction des conditions climatiques (débroussaillage...) ou dans le cas de prises d'armes ou de visites d'autorités non programmées (tonte, ...).

Les modalités d'exécution de cette clause sont détaillées à l'article 11.3.4 du CCAP.

7.9 Lieu de stockage

Aucun lieu de stockage n'est prévu pour les matériels, produits et matériaux se rapportant au présent marché.

7.10 Signalisation

Toutes les dispositions concernant la signalisation des chantiers fixes et mobiles (balisage des zones de tonte...) sont exigées de manière à prévenir et protéger les usagers des dangers potentiels existant à proximité de ces zones. L'absence de signalisation entraîne une pénalité prévue à l'article 11.7 du CCAP. Le titulaire convient avec le bénéficiaire du type d'avertissement et de marquage à mettre en place sur les zones d'intervention, et des délais nécessaires (pour prévoir le stationnement des véhicules, l'interdiction de circuler, ...).

La signalisation des chantiers est mise en œuvre dans les zones intéressant la circulation automobile.

Elle doit être conforme au plan de prévention.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux et la signalisation de déviation automobile si nécessaire, sont réalisées par l'entreprise.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

7.11 Vêtements de travail – Port du badge – Comportement du personnel

Les personnels de la société titulaire sont dotés d'équipements de protection individuelle et portent ainsi que leurs véhicules des marques apparentes au nom ou au logo de la société.

L'absence d'identification ou de logo de la société sur la tenue entraîne une pénalité prévue au CCAP. Aucun agent n'est admis sur le site s'il n'est pas muni de son badge délivré par l'organisme ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel du titulaire doit faire preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il doit se garder de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel. Il est interdit d'utiliser le matériel de l'établissement.

7.12 Plan de prévention

Préalablement au début d'exécution des prestations, dans les huit jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire effectue, en présence du représentant de l'administration chargé de la prévention, une visite de tous les sites destinés à déterminer et apprécier les risques et modes opératoires liés à la prestation et conduire à l'élaboration d'un plan de prévention, validé par l'administration.

Aucune activité ne peut débuter tant que ce document n'est pas validé par l'administration.

Un exemplaire sera remis aux personnels du titulaire. Ce plan de prévention peut faire l'objet si nécessaire de mises à jour.

7.13 Sécurité et incendie

Toutes les zones prévoyant un débroussaillage doivent être traitées avant la date d'interdiction de traitement mécanique fixée annuellement par arrêté préfectoral réglementant l'accès, la circulation, la présence des personnes et l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les espaces exposés aux risques d'incendies de forêts.

7.14 Calendrier prévisionnel des prestations continues

Un calendrier prévisionnel détaillé pour chacun des sites et par prestation est établi et fourni par le titulaire. Les périodes prévisionnelles d'intervention **sont précisées de préférence par semaine ou quinzaine et par nature de prestation.** (Par exemple, semaine 1 et 2 = Débroussaillage)

Ce calendrier annuel peut faire l'objet de mises à jour mensuelles avec l'accord du responsable technique du site. Le calendrier est ensuite transmis au responsable de l'administration figurant à l'article 11.1.2.1 du CCAP.

Article 8 - REUNIONS ET SUIVI DU MARCHE

8.1 Réunion de lancement

Le responsable technique de l'administration, de chaque site, organise dans les 15 jours ouvrés qui suivent la notification du marché une réunion en présence du titulaire.

Ce dernier y présente son organisation, son calendrier prévisionnel, ses moyens humains et matériels et les prestations à réaliser au titre du marché.

Réciproquement, le responsable technique présente les sites dont il a la charge et précise les modalités de communication entre lui-même et le titulaire.

Le calendrier prévisionnel tel que défini à l'article 7.14 supra du présent CCTP doit être validé et signé des deux parties.

8.2 Réunions programmées

A l'initiative du responsable technique de l'administration, et pour la bonne exécution du marché, des réunions régulières sont organisées en présence du titulaire et des différents contrôleurs de prestations des sites. Ces réunions sont destinées à dresser le bilan des prestations exécutées et identifier les éventuels manquements.

A l'issue, un procès-verbal établi par l'administration, signé par les différents représentants des sites et contresigné par le titulaire et fait apparaître la liste des prestations exécutées et éventuellement les difficultés rencontrées.

Article 9 - DOCUMENTS A FOURNIR

9.1 Dès la notification

Les documents cités ci-dessous doivent être remis au plus tard lors de la réunion de lancement du marché.

Les fiches de données sécurité des produits susceptibles d'être utilisés.

La liste nominative de l'ensemble du personnel (sur demande du responsable du site).
Les fiches individuelles de contrôle élémentaire (sur demande de l'officier de sécurité de la PFC Sud).

9.2 Après chaque intervention ponctuelle

La fiche de fin d'intervention, relative aux prestations ponctuelles, dûment complétée et signée par le titulaire et par les responsables techniques des sites ou leurs représentants est transmise, par le titulaire lors du dépôt de sa facture sur la plateforme Chorus Pro.

9.3 Annuellement

En cas de modifications éventuelles du calendrier prévisionnel des prestations annuelles continues (fait avec l'accord écrit du responsable du suivi d'exécution technique du site) celui-ci doit être transmis à la PFC Sud aux coordonnées indiquées à l'article 11.1.2.1 du CCAP et à l'adresse mail : gsbdd-mrs-dcs.resp-controle-prestations.fct@intradef.gouv.fr ;

Le cas échéant, le responsable de l'administration transmet au titulaire la liste actualisée du personnel habilité à déclencher une prestation avec « clause d'urgence ».